

Administration générale

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER,  
EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES  
ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Secrétariat général

*Direction des ressources humaines*

**Arrêté du 15 décembre 2009 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour**

NOR : DEVK0930615A

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 modifiée portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, et notamment son article 27 ;

Vu l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice de fonctions à temps partiel pour les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret n° 91-1067 du 14 octobre 1991 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace ;

Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 modifié relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 modifié portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

Vu le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 modifié portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2007-995 du 31 mai 2007 modifié relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2001 modifié fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2001 modifié portant délégation de pouvoir en matière d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

Vu les arrêtés du 2 mars 2009 portant nomination des directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, de Corse, de Haute-Normandie, de Midi-Pyrénées, de Nord-Pas-de-Calais, de Pays de la Loire, de Picardie, de Provence-Alpes Côte-d'Azur ;

Vu l'arrêté du 16 juin 2009 portant nomination du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

L'enveloppe d'emplois et de points de nouvelle bonification indiciaire, fixée au tableau C de l'annexe de l'arrêté du 30 mars 2009, portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indi-

ciaire au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour, pour les personnels relevant du ministère de l'équipement et affectés dans les services du ministère de l'écologie et du développement durable, relevant des attributions du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, est transférée au profit de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour, à effet au 1<sup>er</sup> juin 2007.

#### Article 2

La répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour affectée aux directions interdépartementales des routes est modifiée à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, conformément à l'annexe au présent arrêté.

#### Article 3

La répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, est modifiée en application du décret n° 2009-235 du 27 février 2009 susvisé comme suit :

- transfert des enveloppes d'emplois et de points de nouvelle bonification indiciaire des directions régionales de l'équipement et des directions régionales de l'environnement de Champagne-Ardenne, de la Corse, de la Haute-Normandie, de Midi-Pyrénées, de Nord-Pas-de-Calais, des Pays de la Loire, de la Picardie, de Provence-Alpes-Côte-d'Azur au profit des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, de la Corse, de la Haute-Normandie, de Midi-Pyrénées, de Nord-Pas-de-Calais, des Pays de la Loire, de la Picardie, de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, à effet au 2 mars 2009 ;
- transfert de deux emplois de catégorie B et de 30 points, de deux emplois de catégorie C et de 20 points de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de la Haute-Garonne au profit de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, à effet au 2 mars 2009 ;
- transfert de 5 points de l'enveloppe de catégorie A de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, au profit de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de la Haute-Garonne, à effet au 2 mars 2009 ;
- transfert d'un emploi de catégorie A et de 30 points, d'un emploi de catégorie B et de 20 points de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de la Loire-Atlantique au profit de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, à effet au 2 mars 2009 ;
- transfert de l'enveloppe de la direction régionale de l'équipement de Rhône-Alpes, de la direction régionale de l'environnement de Rhône-Alpes au profit de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, à effet au 1<sup>er</sup> juillet 2009.

#### Article 4

L'arrêté du 30 mars 2009 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour pour les personnels relevant du ministère de l'équipement et affectés dans les services du ministère de l'écologie et du développement durable, relevant des attributions du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables est abrogé.

#### Article 5

L'arrêté du 9 juin 2009 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale, du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour est abrogé.

#### Article 6

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Fait à Paris, le 15 décembre 2009.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :  
*La directrice des ressources humaines,*  
H. EYSSARTIER

ANNEXE

Arrêté du 15 décembre 2009 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, au titre des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches du protocole Durafour

LIBELLÉ SERVICE	EMPLOIS A	POINTS A	EMPLOIS B	POINTS B	EMPLOIS C	POINTS C	TOTAL emplois	TOTAL points
CETE Aix-en-Provence .....	6	138	4	60	1	10	11	208
CETE Bordeaux .....	3	69	3	45	1	10	7	124
CETE Est .....	8	198	3	45	1	10	12	253
CETE Lyon .....	8	198	4	60	2	20	14	278
CETE Nantes .....	6	152	2	30	1	10	9	192
CETE Nord-Picardie .....	10	244	3	45	0	0	13	289
CETE Normandie-Centre .....	6	152	3	45	2	20	11	217
CIFP Arras .....	1	23	2	30	0	0	3	53
CIFP Clermont-Ferrand .....	2	74	1	15	0	0	3	89
CIFP Aix .....	2	60	1	15	0	0	3	75
CIFP Mâcon .....	1	37	1	15	0	0	2	52
CIFP Nancy - Pont-à-Mousson .....	3	83	1	15	0	0	4	98
CIFP Nantes .....	2	46	0	0	0	0	2	46
CIFP Paris .....	1	37	2	30	0	0	3	67
CIFP Rouen .....	2	60	1	15	0	0	3	75
CIFP Toulouse .....	2	60	1	15	0	0	3	75
CIFP Tours .....	3	97	1	15	0	0	4	112
DDE Ain .....	9	235	8	120	3	30	20	385
DDE Aisne .....	7	161	5	75	3	30	15	266
DDE Allier .....	4	92	6	90	2	20	12	202
DDE Bas-Rhin .....	2	20	5	75	0	0	7	125
DDE Bouches-du-Rhône .....	10	266	8	120	2	20	20	406
DDE Charente .....	3	69	6	90	2	20	11	179
DDE Charente-Maritime .....	7	161	8	120	2	20	17	301
DDE Côte-d'Or .....	5	115	6	90	2	20	13	225
DDE Creuse .....	3	80	3	45	1	10	7	135
DDE Dordogne .....	6	152	7	105	2	20	15	277
DDE Drôme .....	5	129	7	105	2	20	14	254
DDE Eure .....	5	129	7	105	3	30	15	264
DDE Eure-et-Loir .....	4	129	6	90	2	20	12	239
DDE Gard .....	7	198	7	106	3	30	17	334
DDE Gironde .....	11	267	15	225	5	50	31	542
DDE Guadeloupe .....	5	115	6	90	3	30	14	235
DDE Guyane .....	5	129	5	75	2	20	12	224
DDE Hautes-Alpes .....	3	83	3	45	0	0	6	128
DDE Haute-Vienne .....	0	0	2	30	1	10	3	40
DDE Haut-Rhin .....	5	115	7	105	2	20	14	240
DDE Hauts-de-Seine .....	7	175	11	165	2	20	20	360

LIBELLÉ SERVICE	EMPLOIS A	POINTS A	EMPLOIS B	POINTS B	EMPLOIS C	POINTS C	TOTAL emplois	TOTAL points
DDE Hérault .....	6	127	8	112	1	10	15	249
DDE Ille-et-Vilaine .....	6	145	8	120	3	30	17	295
DDE Indre .....	5	129	6	90	2	20	13	239
DDE Indre-et-Loire .....	7	175	8	120	2	20	17	315
DDE Isère .....	12	290	10	150	4	40	26	480
DDE Loiret .....	7	175	8	118	3	30	18	323
DDE Lozère .....	5	129	3	45	1	10	9	184
DDE Manche .....	7	161	8	120	3	30	18	311
DDE Marne .....	6	138	7	105	3	30	16	273
DDE Martinique .....	8	212	7	105	2	20	17	337
DDE Mayenne .....	4	92	5	75	2	20	11	187
DDE Meuse .....	5	129	3	45	1	10	9	184
DDE Moselle .....	9	198	6	90	4	40	19	328
DDE Nord .....	17	396	17	255	8	80	42	731
DDE Orne .....	6	150	5	75	2	20	13	245
DDE Pas-de-Calais .....	15	359	15	225	6	60	36	644
DDE Réunion .....	5	115	13	195	3	30	36	340
DDE Rhône .....	5	115	8	120	1	10	14	245
DDE Saône-et-Loire .....	7	175	6	90	3	30	16	295
DDE Seine-Saint-Denis .....	6	115	9	135	2	20	17	270
DDE Somme .....	5	122	6	90	2	20	13	232
DDE Val-de-Marne .....	6	152	9	135	3	30	18	251
DDE Vienne .....	7	161	4	70	2	20	13	188
DDEA Alpes-de-Haute-Provence .....	4	103	5	75	1	10	10	188
DDEA Alpes-Maritimes .....	10	221	11	165	4	40	25	426
DDEA Ardèche .....	3	69	4	60	2	20	9	149
DDEA Ardennes .....	4	92	4	60	2	20	10	172
DDEA Ariège .....	3	83	5	75	1	10	9	168
DDEA Aube .....	4	106	3	45	1	10	8	161
DDEA Aude .....	3	69	5	75	2	20	10	164
DDEA Aveyron .....	5	129	5	75	2	20	12	224
DDEA Calvados .....	2	65	5	75	2	20	9	160
DDEA Cantal .....	2	46	4	60	2	20	8	126
DDEA Cher .....	5	129	7	105	2	20	14	254
DDEA Corrèze .....	5	129	5	75	2	20	12	224
DDEA Corse-du-Sud .....	7	161	4	60	2	20	13	241
DDEA Haute-Corse .....	5	115	5	75	1	10	11	200
DDEA Côtes-d'Armor .....	8	198	9	136	4	40	21	374
DDEA Doubs .....	4	106	5	75	2	20	11	201
DDEA Finistère .....	8	198	10	150	4	40	22	388
DDEA Haute-Garonne .....	11	258	9	135	2	20	22	413
DDEA Gers .....	4	106	4	60	1	10	9	176
DDEA Jura .....	5	115	5	75	2	20	12	210
DDEA Landes .....	7	175	5	75	2	20	14	270
DDEA Loir-et-Cher .....	3	69	6	90	2	20	11	179
DDEA Loire .....	7	175	9	135	3	30	19	340

LIBELLÉ SERVICE	EMPLOIS A	POINTS A	EMPLOIS B	POINTS B	EMPLOIS C	POINTS C	TOTAL emplois	TOTAL points
DDEA Haute-Loire .....	5	129	4	55	2	20	11	204
DDEA Loire-Atlantique .....	9	224	11	165	2	20	22	409
DDEA Lot .....	5	115	5	75	2	20	12	210
DDEA Lot-et-Garonne .....	7	175	6	90	2	20	15	285
DDEA Maine-et-Loire .....	5	115	8	120	3	30	16	265
DDEA Haute-Marne .....	4	106	4	60	2	20	10	186
DDEA Meurthe-et-Moselle .....	8	198	7	105	3	30	18	333
DDEA Morbihan .....	9	207	10	150	4	40	23	397
DDEA Nièvre .....	5	143	5	75	2	20	12	238
DDEA Oise .....	7	175	9	135	4	40	20	350
DDEA Puy-de-Dôme .....	6	138	6	80	2	20	14	238
DDEA Pyrénées-Atlantiques .....	7	175	6	90	3	30	16	295
DDEA Hautes-Pyrénées .....	6	138	5	75	2	20	13	233
DDEA Pyrénées-Orientales .....	7	175	6	90	2	20	15	285
DDEA Haute-Saône .....	5	129	4	60	2	20	11	209
DDEA Sarthe .....	6	140	8	120	3	30	17	290
DDEA Savoie .....	8	198	5	75	3	30	16	303
DDEA Haute-Savoie .....	6	152	7	108	3	30	16	290
DDEA Seine-Maritime .....	9	235	9	135	3	30	21	400
DDEA Seine-et-Marne .....	7	161	12	180	5	50	24	391
DDEA Yvelines .....	8	184	13	195	4	40	25	419
DDEA Deux-Sèvres .....	4	92	6	90	2	20	12	202
DDEA Tarn .....	4	104	6	90	2	20	12	214
DDEA Tarn-et-Garonne .....	4	106	5	75	2	20	11	201
DDEA Var .....	11	267	7	105	3	30	21	402
DDEA Vaucluse .....	7	161	5	75	1	10	13	246
DDEA Vendée .....	6	152	8	120	3	30	17	302
DDEA Vosges .....	5	114	7	105	2	20	14	239
DDEA Yonne .....	5	129	4	60	2	20	11	209
DDEA Territoire de Belfort .....	3	83	3	45	1	10	7	138
DDEA Essonne .....	11	267	11	165	4	40	26	472
DDEA Val-d'Oise .....	5	129	11	165	3	30	19	324
DE Mayotte .....	2	60	2	30	0	0	4	90
DE Saint-Pierre-et-Miquelon .....	0	0	1	15	0	0	1	15
DIR Atlantique .....	2	40	2	30	0	0	4	70
DIR Centre-Est .....	4	90	2	30	0	0	6	120
DIR Centre-Ouest .....	2	49	2	25	0	0	4	74
DIR Est .....	5	114	2	30	0	0	7	144
DIR Ile-de-France .....	3	61	7	105	1	10	11	176
DIR Méditerranée .....	3	65	3	46	1	10	7	121
DIR Nord .....	1	20	4	60	0	0	5	80
DIR Nord-Ouest .....	2	40	3	45	0	0	5	85
DIR Ouest .....	4	84	1	15	1	10	6	109
DIR Sud-Ouest .....	2	40	2	30	0	0	4	70
DIR Massif-Central .....	3	60	1	15	0	0	4	75
DIREN Alsace .....	1	20	0	0	0	0	1	20

LIBELLÉ SERVICE	EMPLOIS A	POINTS A	EMPLOIS B	POINTS B	EMPLOIS C	POINTS C	TOTAL emplois	TOTAL points
DIREN Aquitaine .....	2	50	1	15	0	0	3	65
DIREN Auvergne .....	1	20	1	15	0	0	2	35
DIREN Base-Normandie .....	1	20	1	10	0	0	2	30
DIREN Bourgogne .....	1	30	0	0	1	10	2	40
DIREN Bretagne .....	1	20	10	1155	0	0	2	35
DIREN Centre .....	0	0	0	0	1	10	1	10
DIREN Franche-Comté .....	2	50	1	10	0	0	3	60
DIREN Guadeloupe .....	0	0	0	0	1	10	1	10
DIREN Guyane .....	2	64	1	15	0	0	3	79
DIREN Ile-de-France .....	2	40	1	10	0	0	3	50
DIREN Languedoc-Roussillon .....	0	0	1	15	0	0	1	15
DIREN Limousin .....	0	0	0	0	1	10	1	10
DIREN Lorraine .....	0	0	0	0	1	10	1	10
DIREN Martinique .....	0	0	0	0	1	10	1	10
DIREN Poitou-Charentes .....	0	0	1	15	0	0	1	15
DIREN Réunion .....	0	0	1	15	0	0	1	15
DRE Alsace .....	7	180	10	150	3	30	20	360
DRE Aquitaine .....	6	138	6	90	0	0	12	228
DRE Auvergne .....	5	129	7	120	1	10	13	259
DRE Basse-Normandie .....	8	179	9	135	1	10	18	324
DRE Bourgogne .....	6	138	9	135	1	10	16	283
DRE Bretagne .....	7	170	15	224	1	10	23	404
DRE Centre .....	5	129	7	107	0	0	12	236
DRE Franche-Comté .....	4	106	4	60	0	0	8	166
DRE Ile-de-France .....	15	389	23	345	3	30	41	764
DRE Languedoc-Roussillon .....	10	255	10	156	3	30	23	441
DRE Limousin .....	6	138	6	90	1	10	13	238
DRE Lorraine .....	6	161	9	135	0	0	15	296
DRE Poitou-Charentes .....	6	152	5	70	0	0	11	222
DREAL Champagne-Ardenne .....	5	136	7	100	0	0	12	236
DREAL Corse .....	5	129	1	15	1	10	7	154
DREAL Haute-Normandie .....	6	149	8	115	2	20	16	284
DREAL Midi-Pyrénées .....	12	289	8	120	2	20	22	429
DREAL Nord-Pas-de-Calais .....	14	337	13	190	1	10	28	537
DREAL Pays-de-la-Loire .....	9	239	10	150	1	10	20	399
DREAL Picardie .....	6	155	8	120	2	20	16	295
DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur .....	8	205	16	240	3	30	27	475
DREAL Rhône-Alpes .....	10	258	19	282	5	50	34	590
LABO Est parisien .....	0	0	1	15	0	0	1	15
LABO Ouest parisien .....	0	0	1	15	0	0	1	15
SN Nord-Est .....	3	69	4	60	1	10	8	139
SN Nord-Pas-de-Calais .....	3	69	5	75	2	20	10	164
SN Rhône-Saône .....	2	60	3	45	1	10	6	115
SN Seine .....	4	92	7	105	3	30	14	227
SN Strasbourg .....	2	60	2	30	1	10	5	100
SN Sud-Ouest .....	3	83	1	15	1	10	5	108

LIBELLÉ SERVICE	EMPLOIS A	POINTS A	EMPLOIS B	POINTS B	EMPLOIS C	POINTS C	TOTAL emplois	TOTAL points
SNIA .....	5	115	2	30	1	10	8	155
STAC .....	5	115	2	30	1	10	8	155
CEDIP .....	4	106	0	0	0	0	4	106
CETMEF .....	7	175	2	30	0	0	9	205
CETU .....	0	0	1	15	0	0	1	15
ENTE Aix .....	5	129	2	30	0	0	7	159
ENTE Valenciennes .....	5	129	1	15	0	0	6	144
ENTPE .....	3	83	3	45	0	0	6	128
SETRA .....	6	152	2	30	0	0	8	182
DULE Paris .....	1	23	2	30	0	0	3	53
Total .....	938	23 129	1 000	14 970	297	2 970	2 235	41 069